



MÉDIAS ENQUÊTE

## Médias : dans les rédactions, les préjugés sur les banlieues ont la vie dure

**Les clichés sur les quartiers populaires persistent dans de nombreuses rédactions françaises et produisent des biais sur le traitement médiatique des banlieues. Beaucoup de journalistes le déplorent, mais se gardent de le dire par crainte d'être brocardés ou de se voir reprocher un manque de neutralité.**

Yunnes Abzouz - 15 juillet 2023 à 18h42

Comme bon nombre d'habitant-es de quartiers populaires, Nour\* est remonté contre le traitement médiatique des révoltes urbaines qui ont embrasé le pays après la mort de Nahel, jeune de 17 ans tué par la police. « Pour certains journalistes, Nahel est un délinquant, son décès un simple fait divers et les révoltes qui ont suivi, un prétexte pour casser et piller des magasins », se désole-t-il. Le regard qu'une partie de la profession porte sur les quartiers populaires, il le connaît bien, puisqu'il est journaliste pour un quotidien de presse régionale dans le Sud-Est.

Après chaque nuit de violences, il a regardé le mépris de ses collègues pour les jeunes de quartier s'étaler dans les conversations WhatsApp, et les commentaires racistes envahir les discussions à la rédaction. « Quand on parle de la mort de Nahel entre collègues, je préfère quitter la pièce ou ne pas m'exprimer, car je sais que je serai seul contre tous », raconte-t-il, désabusé.

Nour nous montre quelques messages échangés sur un canal de discussion interne. Un journaliste y fait par exemple remarquer que « quand les policiers sont agressés ou tués par la racaille, on dit que c'est normal puisque c'est dans le cadre de leur fonction ». Évidemment, il n'est pas question d'évoquer les violences policières dans la rédaction, le terme y est proscrit.

Dans la même boucle, un autre journaliste partage un montage dans lequel sont superposées les photos du père Hamel, assassiné dans l'attentat de Saint-Étienne-du-Rouvray, le professeur Samuel Paty et Lola, dont la meurtrière présumée est une Algérienne visée par une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Il ajoute le commentaire suivant : « Personne n'a brûlé une seule voiture quand ce prêtre a été égorgé durant sa messe, ce professeur décapité, cette enfant torturée puis assassinée. Aucun des trois n'avait violé la loi, aucun n'avait des antécédents judiciaires. »

### Une ambiance de travail pesante

Au sein de sa rédaction, la parole semble tellement décomplexée que deux confrères se revendiquent ouvertement fascistes, assure Nour. D'origine maghrébine, il décrit une ambiance de travail pesante. Il lui est impossible de ne pas se sentir visé par ces remarques aux relents racistes. D'autant que ces préjugés imprègnent, selon lui, les colonnes du quotidien pour lequel il travaille : « Dans l'esprit des confrères et consœurs, les quartiers populaires se résument à la violence. En conséquence, tout ce qui s'y passe est traité dans le journal sous le prisme de la violence, du trafic de drogue aux révoltes survenues après la mort de Nahel. »

Nour n'est pas le seul journaliste à déplorer la persistance dans les rédactions de clichés sur les quartiers populaires et les effets qu'ils produisent sur le traitement médiatique des banlieues. Dans les rédactions, beaucoup de ses confères et consœurs le déplorent également, mais se gardent de le dire par crainte d'être brocardés ou de se voir reprocher un manque de neutralité.

« Pendant une semaine, j'ai vraiment eu honte. »

Un journaliste de France 24

C'est le cas d'Ali\*, journaliste à France 24, qui enrage de la façon dont son média a couvert les révoltes qui ont embrasé plusieurs quartiers populaires après la mort de Nahel. « Pendant une semaine, j'ai vraiment eu honte de

*travailler pour cette chaîne de télévision* », dit-il. À l'origine de son écœurement : les images de dégradations et de pillages diffusées en boucle à l'antenne, et les émissions spéciales et reportages, presque tous consacrés aux violences urbaines.

« *Pendant toute une semaine, la chaîne a focalisé l'attention sur les destructions, sans vraiment essayer de donner des éléments de compréhension, ou d'expliquer comment des adolescents en viennent à mettre le feu à leur quartier* », regrette-t-il. Au point que la chaîne, par la sélection de ses invité-es et des sujets traités, a invisibilisé les causes socio-économiques des violences et criminalisé les jeunes de quartiers. Et ce, selon Ali, jusque dans le choix des mots.

« *Le terme "émeutes" donne l'impression de jeunes qui cassent sans raison et nie le caractère politique de ces révoltes, décrypte-t-il. Si les journalistes avaient interrogé ces ados sans se fier à leurs préjugés, ils sauraient que cette violence découle de facteurs politiques : violences policières, défaillance des services publics dans leur quartier, ségrégation spatiale et économique, etc.* »

### **Cloisonnement social et manque de diversité**

Pour Ali, ce constat s'étend à la majorité des médias et trouve son explication à la fois dans le cloisonnement social des journalistes – pas toujours capables de s'intéresser à ce qui ne les concerne pas directement – et le manque de diversité de la profession, majoritairement blanche et issue de milieux favorisés. « *Certains collègues se sentent beaucoup plus concernés par les dégradations que par la mort d'un gamin de 17 ans tué par la police et construisent, y compris à l'antenne, un discours du "nous contre eux"* », raconte-t-il.

Lui n'a pas vécu dans les cités populaires, mais il se sent concerné par les violences policières, car il a fait « *un travail de déconstruction et de compréhension du vécu des personnes racisées dans les banlieues* ». « *Si une profession ne doit pas se limiter à son expérience personnelle, c'est la nôtre*, juge Ali. *On ne peut pas se contenter de ce que l'on croit savoir sur les quartiers populaires pour raconter et expliquer ce qui s'y passe. Autrement, on creuse le fossé entre les médias et une partie du public.* »

Estelle Ndjandjo, porte-parole de l'AJar\*, l'Association des journalistes antiracistes et racisé-es, partage le constat d'un traitement médiatique qui écarte les causes sociales et politiques des révoltes urbaines. Selon elle, le manque de diversité dans les rédactions ne suffit pas à l'expliquer. « *Quand un journaliste racisé ou issu de quartiers populaires essaye de faire valoir la dimension raciste des violences policières, on lui reproche d'être subjectif ou militant*, affirme-t-elle. *Les rédacteurs en chef ne nous confient pas la couverture de nos territoires au motif que l'on serait incapables de s'en tenir aux faits. Personne ne ferait ce reproche à un journaliste creusois qui couvrirait son département d'origine.* »

« **Je préfère garder pour moi mes critiques et pratiquer l'autocensure.** »

Linda, journaliste dans un grand quotidien national

Ce soupçon de militantisme, Linda\* le redoute tant il est disqualifiant professionnellement. Elle travaille pour un grand quotidien national et a préféré se mettre en congé après la mort de Nahel pour se « *protéger* » des discussions stériles qu'elle tient parfois avec ses chef-fes sur le traitement des quartiers populaires. « *Quand je fais remarquer que le journal devrait aller sur place pour éviter de relayer des clichés et donner la parole aux jeunes de banlieues, mes collègues me rétorquent que je prends le sujet trop à cœur*, raconte-t-elle. *Donc, je préfère garder pour moi mes critiques et pratiquer l'autocensure.* »

Linda détaille avec amertume les articles et vidéos produites au cours des six nuits de révoltes : les mots *émeutes* et *violence* omniprésents dans les titres, l'absence criante de questionnements sociologiques et des choix iconographiques ciblés sur « *les carcasses fumantes de voitures brûlées* », ce lieu commun journalistique associé au décor des banlieues. Elle décrit aussi la place prépondérante du service police-justice à mesure que le traitement des révoltes se focalisait sur les commerces pillés et les affrontements entre police et jeunes.

De l'avis de Linda, la couverture des révoltes survenues depuis la mort de Nahel est révélatrice de l'incapacité de son journal à saisir les dynamiques politiques à l'œuvre dans les quartiers populaires : « *À la rédaction, ça ne*

*traverse pas l'esprit de grand monde que l'émeute est une forme d'expression politique, que c'est une forme de prise de parole pour des gens qui n'existent pas dans l'espace médiatique. On analyse les révoltes au prisme des préjugés qu'on a sur les quartiers populaires et de ce que l'on croit savoir d'eux. Et, comme on juge que ces jeunes n'ont rien d'intéressant à dire, on n'estime pas nécessaire d'aller sur place les interroger. »*

## **Au Parisien, le traitement des révoltes suscite des désaccords**

Et pour cause : les préjugés sont tenaces dans les rédactions. Une enquête du SNJ-CGT, fondée sur les témoignages de 167 journalistes, révèle que 24,2 % des professionnel·les de l'information sondés estiment avoir été victimes de discrimination raciale. Linda tient toutefois à marquer la différence entre la version web du journal, fabriquée par une équipe plus jeune, soucieuse d'apporter de la nuance dans la couverture des révoltes urbaines, et sa déclinaison papier, « *plutôt conservatrice et attentive à ne pas donner l'impression d'excuser les dégradations* ».

Un décalage entre site web et journal papier, également observé au *Parisien* par des journalistes du quotidien, au point de faire dire à un membre de la rédaction que « *cette distinction est une stratégie pensée par la direction et destinée à attirer un public plus jeune sur le site internet, pour qui le sujet des violences policières compte* ». En interne, la couverture médiatique des révoltes urbaines a provoqué remous et mécontentements. Le sujet a même été évoqué au cours d'une réunion à laquelle participaient les organisations syndicales et la direction du journal – et dont Mediapart s'est procuré le compte-rendu.

Des représentants syndicaux ont fait savoir au directeur de la rédaction, Nicolas Charbonneau, que plusieurs journalistes s'étaient émus de « *l'absence d'articles donnant la parole aux habitants des cités populaires sur la colère après la mort de Nahel, les rapports entre les jeunes et la police, les violences policières, le profil des émeutiers* ». La société des journalistes du *Parisien* a également déploré que sur les sept unes du journal consacrées « *à l'affaire de Nanterre* », cinq titraient sur les violences urbaines.

Certains journalistes se sont aussi étonnés de voir le témoignage exclusif du passager de la voiture que conduisait Nahel « *planqué* » en page 7, au-dessus d'une publicité.

De son côté, Nicolas Charbonneau a défendu les choix éditoriaux de la direction et affirmé que ce sujet « *n'a pas été planqué* », mais exposé sur la page d'accueil du site d'information « *tout le week-end* ». Il a ensuite argumenté : « *On n'a pas eu les émeutiers, mais on a eu les mamans et les associations, je ne vois pas en quoi on aurait raté quoi que ce soit.* » Avant de promettre d'y « *revenir* », le sujet étant loin d'être épuisé.

Changer le regard que les directeurs et directrices de médias portent sur les quartiers populaires, « *c'est un combat de tous les jours, ça prend de l'énergie et ce n'est pas facile, mais il faut le mener* », estime Ilyes\*, journaliste à Radio France. Les reporters sur le terrain ont, selon lui, la volonté de faire bouger les lignes et de raconter le quotidien des quartiers populaires, et plus seulement lorsque ces derniers brûlent. « *Ça coïncide au niveau des chefs en général, explique-t-il. Ils ont parfois peur de nous envoyer sur place. Du coup, on donne la parole surtout aux associatifs et aux élus et très peu aux habitants. Et moins on se rend dans les quartiers, moins on se fait de contacts sur place, et moins on y est acceptés. C'est le serpent qui se mord la queue. Il faut rompre avec ces mauvais réflexes.* »

### **Yunnes Abzouz**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse [enquete@mediapart.fr](mailto:enquete@mediapart.fr). Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).

---

## **Boîte noire**

\* Les prénoms des personnes interrogées ont été modifiés à leur demande, afin de garantir leur anonymat et de les préserver d'éventuelles conséquences professionnelles.

Le journaliste qui a écrit cet article est membre de l'association interrogée.

---

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.  
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel